



**CABINET DU PRESIDENT**

**DECRET N°100/091 DU 28 OCTOBRE 2020 PORTANT REVISION DU  
DUCRET N°100/087 DU 26 JUILLET 2018 PORTANT ORGANISATION DU  
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE  
L'ELEVAGE**

---

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/08 du 28 avril 2011 portant Organisation Générale de  
l'Administration Publique ;

Vu le Décret-loi n°1/23 du 26 juillet 1988 portant Cadre Organique des  
Etablissements Publics Burundais ;

Vu le Décret-loi n°1/024 du 13 juillet 1989 portant Cadre Organique des  
Administrations Personnalisées de l'Etat ;

Vu le Décret n°100/094 du 29 mai 1992 portant Création des Directions  
Provinciales et des Cellules Communales de Développement de l'Agriculture et de  
l'Elevage ;

Vu le Décret n°100/126 du 23 avril 2012 portant Révision du Décret n°100/136 du  
16 mai 2011 portant Missions, Organisation et Fonctionnement d'une Coordination  
d'un Cabinet Ministériel ;

Vu le Décret n°100/127 du 23 avril 2012 portant Révision du Décret n°100/137 du  
16 mai 2011 portant Missions, Organisation et l' Fonctionnement d'un Secrétariat  
Permanent ;

Vu le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant Révision du Décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi ;

Revu le Décret n°100/087 du 26 juillet 2018 portant Organisation du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;

Après délibération du Conseil des Ministres;

## DECRETE :

### CHAPITRE I : DES MISSIONS GENERALES

**Article 1** : Le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage a pour missions principales de :

- concevoir, planifier, coordonner et exécuter la politique nationale en matière d'environnement, d'agriculture, d'élevage, de l'eau et des terres ;
- mettre en place la politique d'augmenter la production agricole servant de matière première pour alimenter les industries agro-alimentaires existantes et inciter la création de nouvelles industries ;
- mener les réformes nécessaires au sein des institutions de recherche pour qu'elles soient des outils de prise de décisions et de planification des campagnes agricoles ;
- accompagner de manière spécifique l'ISABU pour qu'il devienne une industrie de production de semences de pré-base en plus de la recherche orientée ;



- 
- assurer la mise en œuvre et la mise à jour de la législation nationale en matière de l'eau ainsi que les textes d'application ;
  - élaborer les stratégies appropriées à même de conduire le secteur de l'eau vers les Objectifs du Développement Durable ;
  - réguler et suivre le fonctionnement des filières agro-alimentaires ;
  - veiller à la sécurité alimentaire de la population par la promotion des cultures vivrières et des productions animales ;
  - élaborer et mettre en œuvre la politique nationale en matière d'aménagement des marais, de protection et de fertilisation des sols ;
  - promouvoir la conservation, le stockage et la transformation des produits agricoles et d'élevage ;
  - élaborer et mettre en œuvre des stratégies de défense des cultures et d'amélioration génétique des races animales locales sans oublier de réhabiliter les cultures et les races animales de base en voie de disparition ;
  - promouvoir les productions animales et végétales appropriées ;
  - promouvoir et encadrer les structures de santé animale ;
  - définir et mettre en œuvre la politique nationale de mobilisation pour l'auto-développement et de la vulgarisation agro-sylvo-zootechnique ;
  - promouvoir et encadrer l'exploitation des produits de la pêche et de la pisciculture en collaboration avec les autres ministères concernés ;
  - identifier et promouvoir de nouvelles cultures ou variétés de cultures ;

- 
- collaborer avec les secteurs publics et privés en matière de recherche agricole et zootechnique en vue de promouvoir une agriculture et un élevage de marché permettant la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus de la population ;
  - promouvoir des structures de financement des projets agropastoraux ;
  - veiller, en collaboration avec le ministère ayant la santé publique dans ses attributions et les autres organismes spécialisés, à l'amélioration de l'alimentation de la population ;
  - concevoir et exécuter la politique nationale en matière de l'environnement, en veillant à la protection et à la conservation des ressources naturelles ;
  - élaborer et mettre en œuvre, en collaboration avec les ministères concernés, la politique nationale de lutte antiérosive ;
  - concevoir et exécuter la politique nationale en matière d'assainissement et de lutte contre la pollution industrielle en collaboration avec les autres services concernés ;
  - élaborer et vulgariser un programme national en matière d'éducation environnementale ;
  - mettre en place des politiques d'adaptation aux changements climatiques en collaboration avec les autres services techniques concernés ;
  - gérer et aménager les forêts naturelles et domaniales ;
  - créer et aménager les aires protégées, y compris les parcs nationaux et les réserves naturelles ;
  - concevoir et élaborer les normes environnementales devant servir de code de conduite en matière de gestion environnementale ;
  - élaborer et faire appliquer la réglementation en matière de protection et de gestion de l'environnement ;



- 
- concevoir et exécuter une politique cohérente de reboisement au niveau national ;
  - contribuer à la mise en œuvre des conventions des programmes internationaux en matière de gestion et de protection de l'environnement et des ressources naturelles ;
  - veiller à l'actualisation régulière du Code de l'Environnement ;
  - élaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de gestion et d'utilisation durable des terres au Burundi ;
  - décider de la vocation des terres domaniales urbaines et semi-urbaines et de leur affectation en suivant les orientations des schémas directeurs d'aménagement du territoire ;
  - concevoir la politique du Ministère en matière de la bonne gouvernance ;
  - élaborer et assurer le suivi des projets d'investissement du Ministère.

## **CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION ET DES ATTRIBUTIONS**

### **Section 1 : De l'organisation**

**Article 2** : Afin d'accomplir sa mission, le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage s'appuie sur :

- des services de l'administration centrale ;
- des administrations personnalisées et des sociétés paraétatiques.

**Article 3** : Les services de l'administration centrale comprennent :

- la Coordination du Cabinet du Ministère ;
- le Secrétariat Permanent ;

- 
- la Direction Générale de la Planification Environnementale, Agricole et de l'Élevage ;
  - la Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto-développement et la Vulgarisation Agricole et Environnementale ;
  - la Direction Générale de l'Agriculture ;
  - la Direction Générale de l'Élevage ;
  - la Direction Générale de l'Environnement, des Ressources de l'Eau et de l'Assainissement ;
  - la Direction Générale des Ressources ;
  - la Direction Générale de la Planification de l'Aménagement du Territoire, de l'Irrigation et de la Protection du Patrimoine Foncier ;
  - l'Inspection Générale.

**Article 4** : La Coordination du Cabinet comprend :

- un Ministre ;
- un Assistant du Ministre ;
- six Conseillers Consultatifs :
  - un conseiller chargé des affaires juridiques, du contentieux et de suivi de la gestion des terres domaniales ;
  - un conseiller chargé des politiques de développement de l'élevage et de la santé animale ;
  - un conseiller chargé de la pêche et de l'aquaculture ;
  - un conseiller chargé du développement des coopératives agricoles, de l'irrigation et des cultures en serres ;

- 
- un conseiller chargé de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement ;
  - un conseiller chargé du suivi des partenaires techniques et financiers ;
  - une Cellule de Technologie de l'Informatique et de la Communication ;
  - un Secrétariat.

**Article 5** : Le Secrétariat Permanent comprend :

- un Secrétaire Permanent ;
- six conseillers techniques :
  - un conseiller chargé du suivi des Marchés Publics ;
  - un conseiller chargé du suivi des aménagements et de la construction des infrastructures hydro agricoles ;
  - un conseiller chargé du suivi de la recherche et innovation dans le domaine agricole, environnemental et d'élevage ;
  - un conseiller chargé du suivi des programmes de développement des cultures industrielles ;
  - un conseiller chargé du suivi des questions environnementales ;
  - un conseiller chargé du suivi de l'agriculture et de l'élevage moderne ;
  - un conseiller chargé de suivi de la disponibilité des intrants agricoles.
- une Cellule de communication ;
- une Cellule de coordination des partenaires ;
- une Cellule charroi ;
- un Secrétariat.



**Article 6 :** L'Inspection Générale comprend:

- un Inspecteur Général ;
- des Inspecteurs.

**Article 7 :** Les directions générales sont organisées en directions. Chaque direction générale et chaque direction sont placées respectivement sous l'autorité d'un Directeur Général et d'un Directeur nommés conformément à la législation en vigueur.

Les Directeurs sont sous l'autorité directe du Directeur Général de leur ressort.

**Article 8 :** Les administrations personnalisées et des sociétés paraétatiques sont :

- Office du Thé du Burundi (OTB) ;
- Société Sucrière du Moso (SOSUMO) ;
- Office pour le Développement du Café au Burundi (ODECA) ;
- Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO) ;
- Société Régionale de Développement de l'IMBO (SRDI) ;
- Office de l'Huile de Palme (OHP) ;
- Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) ;
- Office National de Contrôle et de Certification des Semences (ONCCS) ;
- Agence Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (ANAGESSA) ;
- Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) ;
- Institut Géographique du Burundi (IGEBU) ;

Les administrations personnalisées et les sociétés paraétatiques sont créées par décret et dépendent de l'administration centrale.



---

## Section 2 : Des attributions

**Article 9** : Les attributions et les missions de la Coordination du Cabinet et du Secrétariat Permanent sont régies par des décrets spécifiques.

**Article 10** : La Direction Générale de la Planification Environnementale, Agricole et de l'Elevage a pour missions de :

- coordonner, contrôler et évaluer les activités des directions et services qui sont sous sa dépendance ou qui en sont rattachés ;
- montrer, en collaboration avec les autres directions générales du Ministère, la contribution du secteur agricole dans l'économie nationale ;
- planifier avec les directions générales concernées la mise en place des centres de rayonnement ;
- suivre et appuyer dans la planification des activités des directions générales en charge des cultures industrielles ;
- suivre et évaluer les activités des projets et ONG opérant dans le domaine de l'agriculture, élevage et environnement ;
- concevoir des politiques et stratégies à court, moyen et long terme en matière de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- planifier, programmer et faciliter l'implantation des programmes et projets du secteur agricole ;
- suivre et évaluer la mise en œuvre des politiques, stratégies, programmes et projets du secteur agricole ;
- produire et diffuser les statistiques environnementales, agricoles et d'élevage ;
- coordonner l'élaboration des projets et programmes de développement du secteur agricole et environnemental ;



- appuyer techniquement les autres directions générales du Ministère dans la planification, l'élaboration et le suivi-évaluation des projets ;
- apporter au Cabinet du ministère des éléments permettant la prise de décision sur la mise en œuvre du plan national d'investissement agricole ;
- superviser la collecte, l'analyse, le traitement et la diffusion des données du secteur en travaillant directement avec le service provincial des statistiques et information agricole et environnemental ;
- coordonner et réguler la collecte, l'analyse, le traitement et la diffusion des données du secteur opérées par les partenaires ;
- fournir au Cabinet les données nécessaires pour la mobilisation de fonds auprès des partenaires techniques et financiers ;
- identifier et développer les dossiers, stratégies et notes liées aux mesures incitatives ou d'accompagnement au développement du secteur de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- centraliser la programmation et coordonner l'ensemble des projets et programmes du secteur environnemental, agricole et de l'élevage, mis en œuvre par les partenaires techniques et financiers dont ceux des organisations non gouvernementales ;
- coordonner le service en charge des statistiques et information agricole du bureau provincial dans le domaine agricole et environnemental.

**Article 11** : La Direction Générale de la Planification Environnementale, Agricole et de l'Elevage comprend :

- la Direction des Etudes et Programmation ;
- la Direction du Suivi-Evaluation ;
- la Direction des Statistiques et Informations Environnementales, Agricoles et d'Elevage.

Three handwritten signatures in black ink are located at the bottom right of the page. The first signature is a stylized 'E' with a horizontal line. The second is a more complex, scribbled signature. The third is a simple 'R'.

---

**Article 12** : La Direction des Etudes et Programmation a pour missions de :

- assurer la conception de politiques et stratégies du secteur environnemental, agricole et d'élevage ;
- assurer l'élaboration des projets et programmes de développement du secteur environnemental, agricole et d'élevage ;
- assurer la programmation des activités du secteur environnemental, agricole et de l'élevage au niveau national ;
- assurer l'implantation des projets de développement de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- assurer le renforcement de capacités des directions générales techniques en matière de planification et d'élaboration des programmes et projets ;
- assurer la centralisation, la programmation et la coordination de l'ensemble des projets et programmes du secteur environnemental, agricole et de l'élevage, mis en œuvre par les partenaires techniques et financiers dont ceux des organisations non gouvernementales.

**Article 13** : La Direction du Suivi-Evaluation a pour missions de :

- concevoir et mettre en place un système de suivi-évaluation des politiques, stratégies, programmes et projets du secteur agricole ;
- assurer la Planification Environnementale, Agricole et de l'Elevage dans ses tâches de renforcement de capacités des Directions Générales Techniques et les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage en matière de suivi-évaluation des programmes et projets ;
- assurer le suivi technique et financier des réalisations dans les centres de responsabilités ;



- 
- évaluer les réalisations des interventions du secteur environnemental, agricole et de l'élevage ;
  - centraliser et coordonner le suivi technique et financier des programmes d'investissements publics et des autres interventions du secteur dont celles gérées par les organisations non gouvernementales ;
  - élaborer les rapports périodiques consolidés du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
  - préparer les tableaux de bord et autres informations de suivi et d'évaluation destinées aux autorités de la République et des partenaires du Ministère.

**Article 14** : La Direction des Statistiques et Informations Environnementales, Agricoles et d'Elevage a pour missions de:

- élaborer, en collaboration avec l'Institut de la Statistique et des Etudes Economiques du Burundi, les méthodologies d'enquêtes, recensements et autres systèmes d'informations agricoles ;
- faciliter et superviser la mise en œuvre des enquêtes, recensements et autres systèmes d'informations environnementales, agricoles, sylvicoles, animales et halieutiques ;
- rassembler, traiter et diffuser les données statistiques collectées par les centres de responsabilités ou dans le cadre d'enquêtes, de recensements et autres systèmes d'informations environnementales et agricoles ;
- produire un tableau de bord régulier reflétant les statistiques et informations environnementales, agricoles, sylvicoles, animales et halieutiques ;



- 
- constituer une banque de données sur les statistiques et informations environnementales, agricoles, sylvicoles, animales et halieutiques ;
  - collecter et analyser les données statistiques au niveau national et sous-régional ;
  - organiser et gérer la documentation sur le secteur environnemental, agricole et d'élevage ;
  - mettre en place et gérer le réseau national d'informations sur le secteur ;
  - développer des relations avec d'autres circuits internationaux d'information du secteur ;
  - en collaboration avec la cellule communication, alimenter le site web du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage en statistiques et informations environnementales et agricoles ;
  - préparer les informations économiques agricoles destinées à la mobilisation des investissements privés dans le secteur environnemental, agricole et de l'élevage.

**Article 15** : La Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto-développement et la Vulgarisation Agricole et Environnementale a pour missions de :

- coordonner, contrôler et évaluer les activités des directions et des bureaux provinciaux de son ressort ;
- élaborer, en collaboration avec les autres directions générales concernées, des curricula de formation pour les écoles techniques et centres de métiers à vocation environnementale, agricole et d'élevage ainsi qu'aux agri-éleveurs ;
- suivre et encadrer les centres de rayonnement agricoles et d'élevage ;
- contrôler la qualité de la formation dans les écoles techniques ainsi que les centres de métiers à vocation environnementale et agricole ;



- 
- collecter des innovations auprès des institutions de recherche et services techniques spécialisés et les diffuser aux services techniques déconcentrés ;
  - élaborer des méthodes d'approche en matière d'accompagnement environnemental, agricole, zootechnique et halieutique ;
  - créer, acquérir et centraliser les outils didactiques pour la vulgarisation et la diffusion des innovations ;
  - assurer le transfert des innovations auprès des utilisateurs ;
  - assurer la formation et l'accompagnement des acteurs de la profession agricole, de l'élevage et halieutique ;
  - coordonner et réguler toutes les formations et autres renforcement des capacités opérés par les partenaires dans le domaine agricole et environnemental ;
  - prodiguer des appui-conseils aux acteurs du secteur agricole en mettant un accent particulier aux associations/coopératives des femmes et des jeunes déscolarisés ;
  - coordonner l'élaboration et l'exécution des PTBA de la direction générale ;
  - coordonner et assurer la cohérence de toutes les interventions en matière d'appui aux organisations professionnelles agricoles et environnementales ;
  - mettre en place une banque de données nationales actualisées des organisations des producteurs agricoles et halieutiques ;
  - mettre en place et gérer une documentation nationale sur la formation et la vulgarisation agricole ;
  - coordonner avec les autres directions générales, chacune en ce qui la concerne, les services du bureau provincial dans le domaine agricole et environnemental.



---

**Article 16 :** La Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto- Développement et la Vulgarisation Agricole et Environnementale comprend :

- les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- la Direction de la Vulgarisation, de la Formation et de la Recherche- Développement ;
- la Direction d'Appui aux Organisations des Producteurs Agricoles.

**Article 17 :** Le Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage a pour-missions de :

- coordonner les actions des Directions Communales de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage du ressort de la province ;
- mettre en œuvre les politiques, stratégies, plans et programmes du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage au niveau provincial ;
- coordonner l'élaboration des Projets Travail Budget Annuel (PTBA) communaux et des projets et programmes œuvrant dans la province et en dégager un PTBA provincial ;
- coordonner et superviser les interventions environnementales, agro-sylvo-zootechniques et halieutiques au niveau provincial ;
- mettre en œuvre le plan de gestion des terres agricoles, des boisements et des aires protégées ;
- servir de courroie de distribution des intrants et de gestion des connaissances ;
- gérer à la base les mécanismes de collecte, de contrôle de qualité et de suivi-évaluation des produits forestiers, agricoles et d'élevage ;



- 
- assurer le suivi et le transfert des technologies provenant des institutions de recherche agronomique, zootechnique et technologique auprès des utilisateurs ;
  - suivre, évaluer et rapporter la mise en œuvre des PTBA communaux et ceux des autres intervenants ;
  - suivre, évaluer et protéger les organisations de producteurs du secteur de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage ;
  - produire et transmettre aux directions générales de l'administration centrale du MINEAGRIE les statistiques environnementales, agricoles, d'élevage et halieutiques de la province ;
  - organiser les structures communales d'appui-conseil des activités du secteur de l'environnement, de l'agriculture et d'élevage notamment par l'association effective de la femme, l'insertion des jeunes déscolarisés et la promotion d'organisation et association de ces secteurs ;
  - diffuser les innovations en provenance de la recherche et des services techniques spécialisés au regard de contraintes et besoins des exploitations des familles rurales ;
  - assurer la vulgarisation et la diffusion des outils didactiques dans les structures provinciales et communales de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage ;
  - diffuser et appuyer la production des intrants agro-sylvo-zootechniques ;
  - exécuter les marchés du ressort du Bureau Provincial de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage ;
  - mettre en place une banque provinciale de données actualisées des organisations des producteurs du secteur environnemental, agricole et halieutique ;



- 
- assurer la gestion du personnel relevant du secteur au niveau provincial ;
  - élaborer et exécuter les programmes de travail et de budget annuels du Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
  - faciliter la collaboration entre les chefs de service et les autres directions générales du Ministère.

Le Directeur du Bureau Provincial est sous la responsabilité de la DGMAVAE et est nommé par décret.

**Article 18 :** Le Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage comprend les services suivants :

- le Service Formation Vulgarisation, Recherche développement et Encadrement des OPA ;
- le Service statistique et Information Agricole ;
- le Service de l'Environnement, Eau et Assainissement ;
- le Service Production et Protection Végétale ;
- le Service Aménagement du Territoire, de l'Irrigation et de la Protection du Patrimoine Foncier ;
- le Service Production, Santé Animale et Halieutique.

Les chefs de services sont nommés par ordonnance du Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage sur proposition du Directeur du Bureau Provincial. Les chefs de services sont sous la responsabilité du Directeur du Bureau Provincial et du Directeur Général concerné par le service.

**Article 19 :** Le Bureau Communal de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage qui est sous la responsabilité directe du Directeur du Bureau Provincial a pour missions de :



- 
- coordonner les actions des responsables des zones ;
  - constituer un appui-conseil à la commune en matière du développement du secteur environnemental, agricole et d'élevage aux acteurs de ces secteurs individuellement ou à travers les organisations de producteurs ;
  - assurer la gestion durable des terres, des eaux, des boisements et des aires protégées ;
  - s'assurer de la disponibilité, distribution et utilisation rationnelle des intrants agricoles, sylvicole, d'élevage et halieutiques ;
  - vérifier que les intrants et les produits agricoles, sylvicoles, halieutiques, d'élevage et les produits forestiers ligneux et non ligneux sont conformes aux normes édictées par le Ministère ;
  - gérer des épizooties, pestes et ravageurs des végétaux ;
  - gérer les pesticides et les déchets ;
  - suivre et s'assurer que les interventions des partenaires sont conformes aux approches préconisées par le Ministère ;
  - assurer la formation et l'animation des acteurs du secteur de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage ;
  - organiser les structures d'encadrement des activités de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage ;
  - promouvoir et encadrer les associations et groupements pour l'auto-développement ;
  - élaborer les programmes d'activités de la Direction Communale de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
  - fournir les rapports et autres informations à chaque service du Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage.



---

Le Directeur du Bureau Communal est sous la responsabilité du Directeur du Bureau Provincial et est nommé par l'ordonnance ministérielle.

**Article 20 :** La Direction du Bureau Communal de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage comprend les responsables suivants :

- le chargé de la formation/vulgarisation ;
- le chargé des statistiques et information agricole ;
- le chargé de la production végétale et alimentation humaine ;
- le chargé de l'aménagement du territoire, de l'irrigation et de la protection du patrimoine foncier ;
- le chargé de la production, santé animale et halieutique ;
- le chargé de l'environnement, eau et assainissement.

Le Directeur du Bureau Communal est désigné par l'ordonnance ministérielle.

Les responsables communaux sont sous la responsabilité du Directeur du Bureau communal et du chef de service provincial concerné.

Les modalités de fonctionnement des responsables zonaux et collinaires sont déterminées par ordonnance ministérielle.

**Article 21 :** La Direction de la Vulgarisation, de la Formation et de la Recherche Développement a pour missions de :

- élaborer des curricula de formation destinés aux agri-éleveurs des écoles et centres de métiers à vocation agricole ;
- contrôler la qualité de la vulgarisation et la formation exécutées par les intervenants sur terrain et dans les écoles techniques ainsi que les centres de métiers à vocation agricole ;
- collecter des innovations auprès des institutions de recherche et services techniques spécialisés et les diffuser auprès des Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;



- 
- élaborer et diffuser auprès des Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage les méthodes d'approche en matière d'accompagnement agricole et halieutique ;
  - créer, acquérir et centraliser les outils didactiques pour la vulgarisation et la diffusion des innovations ;
  - élaborer et exécuter des PTBA de la Direction de la Vulgarisation, de la Formation et de la Recherche – Développement (DVFRD) ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans l'installation et gestion des centres de démonstration des innovations en matière agricole et d'élevage ;
  - assurer la gestion et le suivi d'un centre national de documentation et d'information en matière de formation et vulgarisation agricole ;

**Article 22 :** La Direction d'Appui aux Organisations des Producteurs Agricoles a pour missions de:

- élaborer une stratégie de développement du mouvement associatif et coopératif des acteurs du secteur agricole ;
- faciliter la mise en place des plateformes nationales des organisations des acteurs des différentes filières ;
- appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans la facilitation de la structuration et l'enregistrement des organisations des producteurs agricoles ;
- coordonner et contrôler les aspects de structuration et d'organisation des acteurs du secteur environnemental, agricole et halieutique ;



- 
- en collaboration avec les structures concernées, concevoir et coordonner les interventions d'appuis et de formation des organisations des producteurs agricoles et halieutiques dans leurs fonctions de gestion, de production, de transformation, de stockage et de commercialisation ;
  - élaborer et exécuter des PTBA de la Direction d'Appui aux Organisations des Producteurs Agricoles ;
  - actualiser et alimenter régulièrement la banque nationale de données des organisations des producteurs agricoles et halieutiques avec le concours des bureaux provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage.

**Article 23** : La Direction Générale de l'Agriculture a pour missions de :

- coordonner, contrôler et évaluer les activités des directions et services qui sont sous sa dépendance ou qui en sont rattachés ;
- concevoir des politiques de développement des filières agricoles et des produits forestiers non ligneux en collaboration avec les autres structures concernées ;
- mettre en place une politique d'augmenter la production agricole en veillant à la disponibilité des intrants et équipements agricoles ;
- coordonner les activités de promotion des cultures en serre ;
- coordonner les activités de production des cultures industrielles ;
- coordonner l'identification des besoins en intrants agricoles (semences, produits phytosanitaires, engrais, ....) et en recherche agricole ;
- coordonner la production des semences par les centres de production et les centres de recherche ;



- 
- définir l'affectation des semences de pré-base produites par les centres de recherche ;
  - promouvoir la mise en place des centres de rayonnement agricoles ;
  - en collaboration avec l'ISABU, concevoir des stratégies et plans de lutte contre les ravageurs et ennemis des plantes ;
  - élaborer, avec l'appui de la DGPEAE et collégalement avec la DGMVAE et la DGE, le PTBA de la Direction Générale de l'Agriculture ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de production, stockage, transport, distribution et utilisation d'intrants agricoles ;
  - édicter les normes de qualité en matière d'intrants et de produits agricoles ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre de la législation en matière d'intrants agricoles ;
  - en collaboration avec la DGMVAE, appuyer les BPEAE dans leurs missions d'accompagnement des producteurs, commerçants, transporteurs et utilisateurs d'intrants agricoles ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre des stratégies et plans de gestion des pestes et pesticides ;
  - en collaboration avec la DGMVAE, promouvoir les circuits de commercialisation des intrants et des produits agricoles ;
  - proposer des méthodes culturales modernes, en collaboration avec la DGMVAE ;



- 
- coordonner le service en charge de la production et protection végétale et alimentation humaine du bureau provincial dans le domaine agricole ;
  - harmoniser et contrôler les approches d'interventions sur terrain en matière de distribution des intrants agricoles ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage dans la gestion des interventions en matière du développement des filières agricole ;
  - appuyer la DGPEAF dans la détermination de la contribution des filières agricoles dans l'économie nationale ;
  - appuyer la Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto-Développement et la Vulgarisation Agricole, dans sa mission d'amélioration de la qualité de la formation agricole et de perfectionnement des acteurs du secteur agricole dans la disponibilisation des services spécialisés.

**Article 24** : La Direction Générale de l'Agriculture comprend 3 directions et deux centres de multiplication de semences:

- la Direction de la Protection des Végétaux ;
- la Direction de la Fertilisation des Sols ;
- la Direction de Promotion des Filières Agricoles et des produits forestiers non ligneux ;
- le Centre de multiplication des semences maraichères et fruitières ;
- le Centre de multiplication des semences de base et commerciales.

**Article 25** : La Direction de la Protection des Végétaux a pour mission de :



- 
- élaborer et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de production, stockage, transport, distribution et utilisation des produits phytosanitaires ;
  - édicter les normes de qualité des produits phytosanitaires ;
  - dresser et publier régulièrement la liste des produits phytosanitaires homologués et non homologués ;
  - coordonner la recherche et les initiatives en matière de la protection de végétaux ;
  - délivrer les certificats phytosanitaires pour les envois des végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés ;
  - surveiller la flore sauvage, des végétaux sur pied ; des terres cultivées, des laboratoires, des végétaux et produits végétaux entreposés ou en cours de transport ;
  - inspecter les envois des végétaux et produits végétaux faisant objet d'échanges internationaux et, le cas échéant, l'inspection d'autres articles réglementés en vue notamment d'empêcher l'introduction et/ou la dissémination des organismes nuisibles ;
  - désinfecter et/ou désinfester les envois végétaux, des produits végétaux et autres articles réglementés faisant l'objet d'échanges internationaux pour respecter les exigences phytosanitaires ;
  - protéger les zones menacées ainsi que la désignation, le maintien et la surveillance des zones indemnes et de celles à faible prévalence d'organismes nuisibles ;
  - conduire les analyses du risque phytosanitaire ;
  - garantir la sécurité phytosanitaire des envois après certification jusqu'à l'exportation, afin d'éviter toute modification de leur composition, ainsi que toute substitution, réinfestation et/ou réinfection, grâce à des procédures appropriées ;

- 
- former et valoriser les ressources humaines ;
  - vulgariser les renseignements sur les organismes nuisibles réglementés et les moyens de prévention et de lutte, sur le territoire national ;
  - conduire la recherche et les enquêtes dans le domaine de la protection des végétaux ;
  - suivre la mise en œuvre des Conventions Internationales en matière de la protection des végétaux ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre de la législation des produits phytosanitaires ;
  - s'assurer de la disponibilité des produits phytosanitaires en quantités et en qualités suffisantes ;
  - contrôler et certifier la qualité des produits phytosanitaires ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans leurs missions d'accompagnement des producteurs, commerçants et autres utilisateurs des produits phytosanitaires ;
  - en collaboration avec les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, identifier et organiser les circuits de commercialisation des produits phytosanitaires ;
  - en collaboration avec l'ISABU, élaborer et suivre la mise en œuvre des stratégies et plans de gestion des ravageurs et pesticides ;
  - élaborer les programmes de travail et de budget annuels de la Direction.

**Article 26** : La Direction de la Fertilisation des Sols a pour missions de :



- 
- élaborer et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de production, stockage, transport, distribution et utilisation des fertilisants et amendements ;
  - édicter les normes de qualité en matière de fertilisants et amendements ;
  - coordonner la recherche et les initiatives en matière de fertilisation des sols ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre de la législation en matière de fertilisants et amendements ;
  - dresser et publier régulièrement la liste des fertilisants et amendements admis sur le territoire national ;
  - s'assurer de la disponibilité des fertilisants et amendements en quantités et en qualités suffisantes ;
  - contrôler et certifier la qualité des fertilisants et amendements agricoles ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans leurs missions d'accompagnement des producteurs dans l'utilisation des fertilisants et amendements ;
  - en collaboration avec les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, identifier et organiser les circuits de commercialisation des fertilisants et amendements ;
  - en collaboration avec l'ISABU, déterminer les besoins en fertilisants des sols burundais et produire régulièrement les plans de gestion de la fertilité des sols ;
  - élaborer les programmes de travail et de budget annuels de la Direction.

**Article 27** : La Direction de Promotion des Filières Agricoles et des produits forestiers non ligneux a pour missions de:

- 
- élaborer les politiques de développement des filières agricoles en collaboration avec les autres structures concernées ;
  - identifier les besoins en semences ;
  - promouvoir la culture en serre ;
  - suivre la production des semences par les centres de productions et centres de recherche ;
  - suivre la mise en place des centres de rayonnement agricoles ;
  - coordonner les activités de production, d'importation et de commercialisation des semences et plants ;
  - en collaboration avec les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, identifier et organiser les circuits de commercialisation des semences et plants ;
  - coordonner et superviser la mise en œuvre de la politique nationale, semencière concernant l'ensemble des productions vivrières, industrielles et horticoles ;
  - coordonner la recherche et les initiatives en matière d'organisation et développement des filières agricoles ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre de la législation relative au développement des filières agricoles ;
  - s'assurer de la disponibilité en quantités et qualités suffisantes des semences et plants ;
  - proposer les normes de qualité des semences, plants et produits agricoles ;
  - appuyer la DGPEAE dans la détermination de la contribution de chaque filière agricole dans l'économie nationale ;



- 
- appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans sa mission d'accompagnement des acteurs du secteur pour la promotion des filières agricoles ;
  - en collaboration avec la DGPEAE, identifier les filières agricoles les plus porteuses et en produire des études de faisabilité ;
  - en collaboration avec la DGPEAE et l'Agence de Promotion des Investissement (API), inciter le secteur privé (national et étranger) à investir dans les filières agricoles ;
  - élaborer les programmes de travail et budget annuels de la Direction ;
  - professionnaliser les producteurs des semences.

**Article 28 :** Le centre de multiplication des semences maraichères et fruitières a pour missions de :

- disponibiliser et diffuser les semences maraichères et fruitières ;
- promouvoir la consommation des fruits et légumes ;
- professionnaliser les producteurs des fruits et légumes.

**Article 29 :** Le centre de multiplication des semences de base et commerciales a pour missions de :

- assurer le relais entre l'ISABU et les multiplicateurs de semence dans la disponibilisation des semences de base ;
- multiplier les semences commerciales ;
- mettre à la disposition des producteurs les semences de qualité.

**Article 30 :** La Direction Générale de l'Elevage a pour missions de :

- coordonner, contrôler et évaluer les activités des directions et services qui sont sous sa dépendance ou qui en sont rattachés ;



- 
- concevoir des politiques de développement des filières d'élevage et halieutiques en collaboration avec les autres structures concernées ;
  - coordonner le service en charge de la production la santé animale et halieutique du bureau provincial dans le domaine d'élevage ;
  - coordonner l'identification des besoins en intrants d'élevage (animaux de race améliorée, aliments de bétail, vaccins, produits vétérinaires, ...) faisant objet de recherche ;
  - coordonner la production des intrants d'élevage dans les centres naisseurs et les centres de recherche ;
  - coordonner l'affectation des intrants d'élevage produits par les centres de recherche ;
  - élaborer, collégalement avec DGPEAE, la DGMVAE et la DGA, le PTBA de la Direction Générale de l'Elevage ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de production, stockage, distribution et utilisation d'intrants d'élevage et halieutiques ;
  - édicter les normes de qualité en matière d'intrants d'élevage et halieutiques et de produits d'origine animale ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre de la législation zoo-sanitaire ;
  - contrôler et certifier la qualité des intrants d'élevage et halieutiques ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans leurs missions d'accompagnement des producteurs d'intrants d'élevage et halieutiques ;
  - promouvoir les productions animales appropriées ;
  - développer des politiques, stratégies et programmes à court, moyen et long terme de développement de l'économie bleue ;



- 
- promouvoir les circuits de commercialisation des intrants d'élevage et halieutiques et des produits d'origine animale ;
  - proposer des méthodes modernes d'élevage, en collaboration avec la DGMVAE ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre des stratégies et plans de prévention et de gestion des épizooties et pesticides ;
  - contrôler et harmoniser les interventions sur terrain en matière de distribution des intrants d'élevage et halieutiques ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans la gestion des interventions sur terrain en matière du développement des filières d'élevage et halieutiques ;
  - appuyer la DGPEAE dans la détermination de la contribution du secteur élevage dans l'économie nationale ;
  - appuyer la DGMVAE dans le perfectionnement des techniciens de terrain et dans la disponibilisation des services spécialisés ;
  - coordonner le service en charge de la Production, Santé Animale et Halieutique du bureau provincial dans le domaine agricole et environnemental.

**Article 31 :** La Direction Générale de l'Elevage comprend trois directions, deux centres nationaux et un Laboratoire National Vétérinaire :

- la Direction de la Santé Animale ;
- la Direction de la Promotion des Filières Animales ;
- la Direction de la Promotion des Filières Halieutiques ;
- le Centre National de Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale (CNDAPA) ;



- 
- le Centre National d'Insémination Artificielle et d'Amélioration Génétique(CNIAAG) ;
  - le Laboratoire National Vétérinaire (LABOVET).

**Article 32** : La Direction de la Santé Animale a pour missions de :

- élaborer et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de production, stockage, distribution, transport et utilisation de produits vétérinaires ;
- édicter et suivre la mise en application des normes de qualité de santé publique vétérinaire et des produits vétérinaires ;
- dresser et publier régulièrement la liste des produits vétérinaires homologués et non homologués ;
- élaborer et suivre la mise en œuvre de la législation zoo-sanitaire ;
- s'assurer de la disponibilité des produits vétérinaires en quantité et en qualité suffisantes ;
- identifier et communiquer les besoins en intrants d'élevage (vaccins, produits vétérinaires, ...) faisant objet de recherche ;
- inspecter les pharmacies vétérinaires et contrôler la qualité des produits ;
- appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans leurs missions d'accompagnement des producteurs, commerçants et autres utilisateurs des produits vétérinaires ;
- en collaboration avec les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'agriculture et de l'Elevage, identifier et organiser les circuits de commercialisation des produits vétérinaires ;
- élaborer et suivre la mise en œuvre des stratégies et plans de gestion des maladies animales et des produits vétérinaires ;

- 
- proposer des techniques modernes d'intervention en santé animale ;
  - cartographier et répertorier les maladies animales les plus fréquentes ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, dans leurs missions de perfectionnement des techniciens de terrain et de disponibilisation des services spécialisés ;
  - élaborer les programmes de travail et de budget annuels de la direction ;
  - promouvoir et suivre l'implantation des officines et pharmacies vétérinaires.

**Article 33** : La Direction de la Promotion des Filières Animales a pour missions de :

- élaborer les politiques de développement des filières animales en collaboration avec les autres structures concernées ;
- coordonner les activités de production, d'importation et de commercialisation des intrants d'élevage et produits d'origine animale ;
- identifier les besoins en intrants d'élevage (animaux de race améliorée, aliments,...), faisant objet de recherche ;
- suivre la production des intrants d'élevage dans les centres naisseurs et les centres de recherche ;
- assurer l'affectation des intrants d'élevage produits par les centres de recherche ;
- en collaboration avec les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, identifier et organiser les circuits de commercialisation des intrants d'élevage et apicolé et produits d'origine animale ;

- 
- coordonner et superviser la mise en œuvre de la politique nationale concernant l'ensemble des filières animales ;
  - élaborer et suivre la mise en œuvre de la législation relative au développement des filières animales ;
  - s'assurer de la disponibilité en quantités et qualités suffisantes des intrants d'élevage ;
  - proposer les normes de qualité des intrants et produits d'origine animale ;
  - appuyer la DGPEAE dans la détermination de la contribution de chaque filière animale dans l'économie nationale ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans sa mission d'accompagnement des acteurs du secteur élevage pour la promotion des filières animales ;
  - en collaboration avec la DGPEAE, identifier les filières animales les plus porteuses et en produire des études de faisabilité ;
  - en collaboration avec la DGPEAE et l'Agence de Promotion des Investissement (API), inciter le secteur privé (national et étranger) à investir dans les filières animales ;
  - élaborer les programmes de travail et budget annuels de la Direction.

**Article 34 :** La Direction de la Promotion des Filières Halieutiques a pour missions de :

- élaborer les politiques et la législation relatives au développement des filières halieutiques ;
- contrôler et certifier la qualité des produits de pêche et aquacoles ;



- 
- régler et coordonner les activités de production, d'importation et de commercialisation des intrants et produits halieutiques ;
  - coordonner et superviser la mise en œuvre de la politique nationale concernant l'ensemble des filières halieutiques ;
  - développer des stratégies, plans et techniques de développement de l'économie bleue ;
  - identifier les besoins en intrants halieutique (différentes espèces de poissons, aliments du poisson, médicaments des poissons,...), faisant objet de recherche ;
  - suivre la production des intrants halieutique dans les sites aquacoles ;
  - assurer l'affectation des intrants halieutiques produits par les centres de recherche ;
  - proposer les normes de qualité des intrants et produits halieutiques ;
  - collaborer avec la DGPEAE dans la détermination de la contribution de chaque filière halieutique dans l'économie nationale ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage dans sa mission d'accompagnement des acteurs du secteur piscicole pour la promotion des filières halieutiques ;
  - en collaboration avec la DGPEAE, identifier les filières halieutiques les plus porteuses et en produire des études de faisabilité ;
  - en collaboration avec la DGPEAE et l'Agence de Promotion des Investissement (API), inciter le secteur privé (national et étranger) à investir dans les filières halieutiques ;



- 
- élaborer les programmes de travail et budget annuels de la Direction

**Article 35 :** Le Centre National de Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale a pour missions de :

- assurer la gestion nationale du développement de la pisciculture ;
- élaborer la politique et la stratégie nationale de développement de l'aquaculture ;
- proposer un plan de développement de la pisciculture ;
- proposer et identifier les zones à haute potentialité en pisciculture ;
- établir les analyses statistiques et socio-économiques de la pisciculture ;
- assurer, coordonner, vulgariser les techniques piscicoles et encadrer les pisciculteurs en collaboration avec les services techniques concernés ;
- proposer un programme de recherche et d'expérimentation dans le domaine piscicole ;
- proposer des idées des projets de développement de la pisciculture ;
- élaborer les programmes de travail et budget annuels du centre.

**Article 36 :** Le Centre national d'insémination artificielle et d'amélioration génétique(CNIAAG) a pour missions notamment de :

- coordonner toutes les interventions en matière de la biotechnologie de la reproduction animale et de l'amélioration génétique ;



- 
- produire, stocker, diffuser, importer et exporter des semences animales et des embryons de bonne qualité ;
  - constituer une banque nationale de semences animales ;
  - assurer le service d'insémination animale pour tous les éleveurs avec des semences agréées ou autorisées ;
  - assurer la traçabilité de la semence ;
  - suivre et contrôler les activités d'insémination artificielle sur le territoire national ;
  - établir un recensement des effectifs des différentes espèces animales concernées par l'insémination artificielle ;
  - tenir le catalogue officiel national de reproducteurs mâles agréés et autorisés pour l'insémination artificielle ;
  - organiser le suivi et le contrôle de performances génétiques et du choix des géniteurs ;
  - procéder et/ou assurer le contrôle des opérations d'importation et d'exportation des géniteurs, des semences, des embryons, des matériels et des équipements spécialisés ayant trait à l'objet du Centre ;
  - procéder à la prospection, à la sélection des géniteurs et à la mise en œuvre des moyens de conservation et d'amélioration génétique des espèces animales ;
  - élaborer et tenir des livres généalogiques, à son initiative ou en participation avec les organismes spécialisés concernés ;
  - fournir l'assistance aux éleveurs par la diffusion des techniques d'insémination artificielle et d'amélioration génétique par l'organisation de campagne de conseils ;
  - assurer la formation des cadres et des techniciens inséminateurs sur la production, le conditionnement et le contrôle de la qualité du sperme et des semences ;



- 
- assurer la formation des cadres et techniciens inséminateurs dans la réalisation des actes d'inséminations artificielle tout en assurant le contrôle pour éviter le risque de consanguinité et de diffusion des maladies vénériennes ;
  - assurer la formation professionnelle en insémination artificielle et l'organisation de stages de recyclage et de perfectionnement en faveur des éleveurs ;
  - diffuser à travers les pools provinciaux et/ou communaux des semences animales et vulgariser auprès des agri-éleveurs les avantages de la technique d'insémination artificielle pour contribuer à l'amélioration génétique et à la reproduction des femelles afin d'augmenter la productivité des animaux et de leurs performances ;
  - produire de l'azote liquide permettant d'assurer la conservation et la diffusion du sperme par abaissement de température ;
  - étendre la technique d'Insémination artificielle aux autres espèces animales que le bovin.

**Article 37** : Le Laboratoire National Vétérinaire a pour missions :

- assurer le diagnostic et le dépistage des maladies animales y compris les vecteurs de ces maladies ;
- étudier et assurer le contrôle qualitative des médicaments, vaccins et autres produits à usage vétérinaires ;
- initier et coordonner les activités des Laboratoires Vétérinaires Provinciaux et Régionaux ;
- effectuer la recherche en santé animale ;
- assurer le contrôle qualitative des aliments du bétail ;
- effectuer le contrôle des produits alimentaires d'origine animale par usage des techniques de laboratoire ;



- contribuer dans le renforcement des capacités des professionnelles et para professionnelles vétérinaires.

**Article 38** : La Direction Générale de l'Environnement, des Ressources en Eau et de l'Assainissement a pour missions de :

- coordonner, contrôler et évaluer les activités des directions et services qui sont sous sa dépendance ou qui en sont rattachés ;
- promouvoir les politiques de gestion de risques liées aux changements climatiques en collaboration avec les autres services techniques concernés ;
- concevoir et faire le suivi de la mise en œuvre, en collaboration avec les services concernés, la politique nationale en matière de l'environnement en veillant à la protection et à la conservation des ressources naturelles ;
- mettre en place des politiques d'adaptation aux changements climatiques en collaboration avec les autres Ministères concernés ;
- élaborer et faire appliquer les réglementations en matière de protection et gestion de l'environnement ;
- définir et élaborer les stratégies de mise en application de la politique sectorielle du Ministère en matière de l'environnement et des forêts ;
- planifier le développement, la gestion et la valorisation des ressources forestières ;
- élaborer et assurer la mise en œuvre de la politique nationale de l'eau et des lois y relatives et veiller à la protection et à la conservation des ressources en eau ;
- concevoir les orientations politiques en matière de planification de la gestion des ressources en eau et de l'assainissement ;



- 
- superviser l'élaboration, le contrôle et le suivi de la mise en œuvre de la politique nationale d'assainissement, pour l'élimination efficace des eaux usées et la lutte contre la pollution des ressources en eau en milieu rural et urbain ;
  - élaborer, approuver et mettre à jour les outils de planification et de gestion des ressources en eau, de l'assainissement et des forêts ;
  - exécuter la mise en œuvre des obligations découlant des conventions et des accords internationaux et régionaux relatifs aux ressources en eaux et assainissement ;
  - coordonner la mise en œuvre des obligations découlant des conventions et des accords internationaux et régionaux relatifs aux ressources environnementales ;
  - assurer la mise en application du code de l'eau ;
  - coordonner le développement de la filière bambou dès la production jusqu'à son utilisation finale ;
  - coordonner les organisations et projets qui œuvrent dans le secteur environnemental ;
  - coordonner l'élaboration des textes d'application des codes et des stratégies appropriées à conduire les secteurs de l'eau et des forêts vers les Objectifs du Développement Durables (ODD) ;
  - élaborer les normes sur la qualité de l'eau et les lignes directrices sur les accords du service de fourniture et de l'utilisation de la ressource en eau et de l'assainissement ;
  - définir les critères d'un laboratoire de référence d'analyse et de contrôle de la qualité de l'eau à tous les niveaux d'utilisation ;
  - participer dans la fixation des tarifs de participation pour la durabilité des services de la ressource en eau et de l'assainissement en concertation avec les services techniques concernés ;

- 
- concevoir, élaborer et mettre en œuvre le code de l'assainissement global et ses textes d'application ;
  - exécuter le programme national de sensibilisation sur l'assainissement et lutte contre la pollution des ressources environnementales ;
  - gérer et coordonner l'exécution des programmes de coopération en matière des eaux transfrontalières et participer à la mise en place d'un mécanisme spécial de contrôle de la qualité des eaux ;
  - assurer la mise en place des structures spécialisées de formation et de production des supports visant la maîtrise de la bonne eau en collaboration avec les ministères concernés ;
  - mettre en place un programme de renforcement des capacités en matière de l'eau et de l'assainissement et de lutte contre la pollution des ressources en eau ;
  - planifier l'aménagement et la gestion des ressources environnementales, en collaboration avec l'OBPE et les autres services concernés ;
  - veiller à la conservation des zones humides ;
  - promouvoir et coordonner la mise en place des services techniques municipaux décentralisés de l'assainissement et de lutte contre la pollution ;
  - participer à l'évaluation des études d'impact environnemental et au suivi des plans de gestion environnementale des projets en rapport avec les ressources environnementales ;
  - coordonner, contrôler et évaluer les activités des Directions et services qui sont sous sa dépendance ou qui lui sont rattachés.

**Article 39 :** La Direction Générale de l'Environnement, des Ressources en Eau et de l'Assainissement comprend :



- 
- la Direction des Ressources en Eau et des Forêts;
  - la Direction de l'Assainissement et de l'Environnement.

**Article 40** : La Direction des Ressources en Eau et des Forêts est chargée de :

- planifier l'aménagement et la gestion intégrée des ressources en eau ;
- planifier et suivre la mise en œuvre des politiques de reboisement ;
- assurer le respect du code de l'eau et de ses textes d'application ;
- assurer le suivi, la mise en œuvre et la mise à jour de la politique nationale de l'eau ;
- veiller à la protection et à la conservation des ressources en eau ;
- rassembler les informations actualisées et consolidées sur la ressource eau ;
- définir les normes et standards pour la préservation de la qualité des ressources en eau ;
- participer aux programmes d'échanges et de partenariat en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) avec des institutions régionales et internationales dont le Burundi est membre ;
- restaurer et protéger les périmètres des points d'eau et des zones humides en dehors des aires protégées ;
- participer à l'exécution des programmes de coopération en matière des eaux ;
- participer à la régulation de l'utilisation des ressources en eau par les différents utilisateurs ;
- élaborer les stratégies appropriées à conduire le secteur de l'eau vers les ODD ;



- 
- exécuter la mise à jour d'une banque de données sur l'eau ;
  - élaborer une politique nationale en matière de l'eau et des forêts ;
  - promouvoir la participation active de la population dans la gestion communautaire et le développement du patrimoine forestier à travers l'agroforesterie et la foresterie rurale ;
  - participer à l'élaboration et à la vulgarisation des normes environnementales.

**Article 41 :** La Direction de l'Assainissement et de l'Environnement a pour missions de :

- participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale d'assainissement et de lutte contre la pollution en milieu rural et urbain ;
- mettre en place et exécuter un programme de sensibilisation sur l'assainissement ;
- assurer une planification et un suivi-évaluation des activités relatives à l'assainissement ;
- gérer et mettre à jour une base des données sur l'assainissement ;
- assurer la fixation des normes et standards d'élimination efficace des eaux usées et du traitement des eaux polluées en collaboration avec les services techniques concernés ;
- participer à l'analyse et au contrôle de la qualité des ressources en eau et des effluents ;
- assurer l'élaboration et à la mise en œuvre du code d'assainissement et de ses textes d'application ;
- participer à la gestion, à la coordination et à l'exécution des programmes de coopération en matière d'assainissement ;

- 
- participer à la mise en place et gestion des réseaux d'assainissement ;
  - mettre en place un programme de renforcement des capacités en matière d'assainissement et de lutte contre la pollution des ressources en eau ;
  - élaborer une politique nationale en matière d'environnement en harmonie avec le protocole sur la gestion des ressources naturelles de la communauté Est-Africaine ;
  - mettre en place des procédures pour les études d'impacts environnementaux à l'intention des promoteurs des projets publics et privés.

**Article 42** : La Direction Générale des Ressources a pour missions de :

- coordonner, contrôler et évaluer les activités des directions et services qui sont sous sa dépendance ou qui en sont rattachés ;
- gérer les ressources humaines du Ministère ;
- planifier les besoins en ressources humaines ;
- élaborer en collaboration avec les autres Directions Générales le plan de formation du personnel du Ministère ;
- planifier et suivre, en collaboration avec le Ministère ayant la Fonction Publique dans ses attributions, les prévisions pécuniaires du personnel du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- appuyer les Directions Générales de l'Administration Centrale et les Bureaux Provinciaux dans la planification, suivi et exécution des marchés Publics ;
- coordonner le service en charge du Service Administratif et Financier du Bureau Provincial dans le domaine des finances, personnel et matériel ;

- 
- renforcer les capacités des services centraux et déconcentrés en matière de passation des marchés ;
  - gérer les ressources financières allouées au Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
  - mettre au point un système de suivi financier du Ministère ;
  - suivre l'exécution financière ;
  - suivre l'exécution des marchés publics au sein du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
  - appuyer les Directions Générales de l'Administration Centrale et les Bureaux Provinciaux dans le suivi et exécution des marchés publics ;
  - renforcer les capacités des services centraux et déconcentrés en matière de passation des marchés ;
  - appuyer les Directions Générales et les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans la gestion des finances publiques ;
  - coordonner la gestion des ressources matérielles du Ministère.

**Article 43** : La Direction Générale des Ressources comprend :

- la Direction des Ressources Humaines et Matérielles ;
- la Direction des Finances et Comptabilité.

**Article 44** : La Direction des Ressources Humaines et matérielles a pour missions de :

- gérer les ressources humaines du Ministère ;
- planifier les besoins en ressources humaines ;



- 
- participer à l'élaboration du plan de formation du personnel du Ministère ;
  - participer à la planification et au suivi en collaboration avec le Ministère ayant la Fonction Publique dans ses attributions les prévisions pécuniaires du personnel du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
  - gérer les ressources matérielles du Ministère.

**Article 45 :** La Direction des Finances et comptabilité a pour missions de :

- gérer les ressources financières allouées au Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- mettre au point un système de suivi financier du Ministère ;
- suivre l'exécution financière ;
- appuyer les Directions Générales et les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans la gestion des finances publiques ;
- suivre l'exécution des marchés publics au sein du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- appuyer les Directions Générales de l'Administration Centrale et les Bureaux Provinciaux dans le suivi et exécution des marchés publics ;
- participer au renforcement des capacités des services centraux et déconcentrés en matière de passation des marchés.

**Article 46 :** La Direction Générale de la Planification de l'Aménagement du Territoire, de l'Irrigation et de la Protection du Patrimoine Foncier a pour missions de :



- 
- coordonner, contrôler et évaluer les activités des directions et services qui sont sous sa dépendance ou qui en sont rattachés ;
  - planifier et organiser l'utilisation de l'espace en fonction des normes, des critères de développement et des dynamiques sociales ;
  - planifier le devenir du territoire à l'échelle provinciale, régionale et nationale et assurer une gestion durable et rationnelle du patrimoine domanial foncier ;
  - identifier, concevoir et planifier la réalisation des grands projets structurants en collaboration avec les services concernés ;
  - identifier, localiser et proposer l'affectation des terres domaniales ;
  - préparer les dossiers et planifier les réunions du Comité interministériel de Coordination et de Suivi de la Politique foncière ;
  - assurer la régulation et le contrôle de l'utilisation rationnelle et durable des sols ;
  - veiller au respect du statut des marrais et des paysannats conformément aux dispositions du Code Foncier ;
  - coordonner les interventions visant la conservation des sols marécageux en concertation avec les autres services techniques concernés ;
  - encourager la production des réflexions et recherches spatiales, thématiques et sectorielles associées à la sensibilisation et à la formation des principaux acteurs dans le foncier ;
  - assurer, en collaboration avec d'autres services concernés, la promotion de la sécurisation foncière rurale ;



- 
- coordonner en collaboration avec les services concernés, la mise en place des villages ruraux intégrés accueillant des populations mixtes dont les rapatriés et autres personnes sans terres ;
  - coordonner, contrôler et évaluer les activités des directions et services qui sont sous sa dépendance ou qui en sont rattachés ;
  - promouvoir la mécanisation agricole ;
  - concevoir et suivre la mise en œuvre du Programme National de lutte antiérosive (PNLAE).

**Article 47 :** La Direction Générale de la Planification de l'Aménagement du Territoire, de l'Irrigation et de la Protection du Patrimoine Foncier comprend :

- la Direction de la Planification de l'Aménagement du Territoire ;
- la Direction du Génie Rural, de l'Irrigation et du Développement des Serres ;
- la Direction de la Protection du Patrimoine Foncier.

**Article 48 :** La Direction de la Planification de l'Aménagement du Territoire est chargée de :

- assurer le suivi du respect des législations en vigueur en matière de l'aménagement du territoire ;
- assurer une gestion rationnelle des terres rurales et décider sur leur vocation, leur cession et concession, leur affectation et la délimitation des domaines privés de l'Etat et domaniaux ;
- procéder à l'aménagement des villages ruraux et des terres rurales ;
- participer à l'élaboration des schémas provinciaux d'aménagement du territoire en collaboration avec les autres services concernés ;



- 
- assurer la restructuration intégrée de l'occupation, réinsertion et la sécurisation foncière rurale ;
  - coordonner le service en charge de l'Aménagement du Territoire, de l'Irrigation et du Patrimoine Foncier du bureau provincial dans le domaine agricole ;
  - élaborer et mettre à jour le schéma directeur national d'aménagement du territoire ;
  - participer à la réhabilitation des sites d'exploitation des matériaux locaux de construction pouvant déstabiliser le sol et être à l'origine des glissements de terrain et de l'érosion ;
  - assurer l'acquisition foncière pour les projets structurants.

**Article 49 :** La Direction du Génie Rural, de l'Irrigation et Développement des Serres est chargée de :

- élaborer la politique nationale d'aménagement hydro-agricole ;
- élaborer des stratégies et plans de gestion durable des terres agricoles et des marais ;
- concevoir les normes et plans d'aménagements hydro-agricoles ;
- en collaboration avec les Directions Générales du MINEAGRIE, concevoir les techniques de gestion de l'eau adaptées au relief du pays et répondant aux besoins des cultures pratiquées ;
- répertorier, concevoir et superviser la mise en place des infrastructures hydro-agricoles répondant aux normes et techniques de gestion de l'eau ;
- assurer la gestion des infrastructures hydro-agricoles aménagés par le Ministère et ses partenaires ;



- 
- promouvoir la mécanisation agricole ;
  - promouvoir le développement et installation des serres pour des fins agricoles ;
  - harmoniser et contrôler les approches d'interventions sur terrain en matière de gestion durable des terres agricoles et des marais cultivables ;
  - élaborer, avec l'appui de la DGPEAE, des programmes et projets relatifs à la gestion durable des terres et des marais cultivables ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans la gestion des terres agricoles et des marais agricoles ;
  - élaborer et exécuter les programmes de travail et budget annuels de la direction ;
  - élaborer la politique nationale d'aménagement hydro-agricole ;
  - assurer la gestion durable des terres agricoles et des eaux ;
  - appuyer les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage dans la gestion des terres agricoles et des eaux ;
  - assurer la gestion des ouvrages des marais aménagés ;
  - promouvoir l'irrigation collinaire et des marais ;
  - exécuter le programme national de lutte antiérosive (PNLAE).

**Article 50** : La Direction de la Protection du Patrimoine Foncier a pour missions de :

- superviser le suivi de la mise en œuvre du nouveau statut des marais et des paysannats conformément aux dispositions du code foncier révisé ;



- participer à la typologie du patrimoine foncier et définition de l'utilisation de chaque type défini pour l'intérêt de la population ;
- assurer le contrôle et le suivi de l'utilisation durable des sols à travers une fonction générale d'observatoire ;
- assurer un suivi régulier de l'état de mise en valeur des terres domaniales rurales cédées ou concédées et proposer leur réaffectation le cas échéant ;
- participer à l'inventaire des terres domaniales et procéder à leur enregistrement appuyé par une cartographie ;
- participer aux campagnes d'incitation à la limitation du morcellement des terres, y compris, le cas échéant, la détermination d'une superficie minimale indivisible ;
- centraliser au niveau national les données sur le foncier ;
- participer à la vulgarisation de la législation en matière foncière ;
- veiller au respect du code foncier en matière de gestion des terres ;
- suivre régulièrement le respect des clauses des contrats de cession ou concession/emphytéose et actualisation des terres concédées ;
- participer à la sensibilisation de la population sur l'intérêt de la sécurisation foncière dans le but de réduire les conflits fonciers ;
- délivrer les certificats de conformité de la propriété foncière ;
- assurer le suivi des guichets fonciers communaux.



**Article 51** : Les attributions et missions de l'Inspection Générale du Ministère sont régies par une loi spécifique sur l'Organisation de l'Administration Publique.

### CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINALES

**Article 52** : Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

**Article 53** : Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 28 octobre 2020

Evariste NDAYISHIMIYE.-

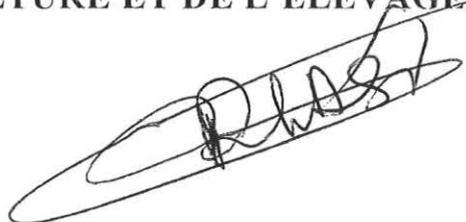
PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
LE PREMIER MINISTRE,



Alain-Guillaume BUNYONI

Commissaire de Police Général.

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE  
L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE,



Dr. Déo-Guide RUREMA.